

José Medeiros Ferreira et la demande d'adhésion du Portugal aux Communautés européennes (29 novembre 1976)

Source: José Medeiros Ferreira e o pedido de adesão de Portugal às Comunidades Europeias / José Medeiros Ferreira.- Lisboa: RTP [Prod.], 29.11.1976. Arquivo RTP, Lisboa. - FILM (00:01:11, Noir et blanc, Son original).

Arquivo RTP, Rua General Humberto Delgado 12-2 Prior Velho, 2685-340 Sacavém.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/jose_medeiros_ferreira_et_la_demande_d_adhesion_du_portugal_aux_communautes_europeennes_29_novembre_1976-fr-eee2ac65-4899-4541-89f7-b4b72486a1fd.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

José Medeiros Ferreira et la demande d'adhésion du Portugal aux Communautés européennes (29 novembre 1976)

[Journaliste] Monsieur le Ministre, on constate une certaine résistance des pays de la CEE face à notre adhésion à la Communauté?

[José Medeiros Ferreira] Non, je pense qu'il s'agit peut-être ici d'un manque de connaissances historiques de ce qu'ont été les différentes adhésions, de la part des pays non fondateurs de la Communauté économique européenne. Je vous rappelle que le processus d'adhésion de pays tels que le Royaume-Uni, le Danemark, l'Irlande et, plus récemment, la Grèce, ont donné lieu à de bien plus grandes hésitations et à une bien plus grande spéculation, que la demande d'adhésion du Portugal aux Communautés européennes.

Il est évident qu'on se trouve face à neuf pays qui doivent décider à l'unanimité, qui doivent décider par consensus. Il est donc naturel qu'un thème aussi important que l'entrée du Portugal, d'ailleurs évoqué dans tous les documents que la Communauté économique européenne et ses dirigeants ont produit récemment, exige un débat et des échanges de points de vue des membres de la Communauté économique européenne, et rien de plus naturel qu'on parte même de positions relativement différentes par rapport à ce problème.

Mais ce dont nous sommes convaincus, c'est que la réponse finale sera positive, et c'est finalement celle-ci qui compte.